

F. 95 - 2648

[S - C - 29511]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du 4 août 1995, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiodivisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

1° aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement officiel subventionné des niveaux préscolaire et primaire.

Elles concernent à la fois l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécial;

2° aux emplois subventionnables de ces établissements;

3° aux membres du personnel subventionné de ces établissements qui exercent une fonction principale à prestations complètes ou incomplètes et qui sont nommés à titre définitif sauf pour ce qui est précisé à l'article 5, 2°;

4° aux catégories :

— du personnel directeur et enseignant;

— du personnel psychologique, du personnel social et du personnel paramédical des établissements d'enseignement spécial.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

§ 1er. Mesures préalables à la mise en disponibilité : toutes mesures telles que précisées à l'article 3 et qui ont pour effet d'éviter une mise en disponibilité chez un membre du personnel nommé à titre définitif.

§ 2. Mise en disponibilité :

— la mise en disponibilité par défaut total d'emploi résultant de la suppression totale d'un emploi à prestations complètes ou incomplètes;

— la mise en perte partielle de charge résultant d'une diminution du nombre de périodes au sein de la charge exercée par un membre du personnel;

Lorsque le terme "mise en disponibilité" est utilisé sans autre précision, il couvre les deux situations précitées.

§ 3. Réaffectation : sans préjudice des dispositions reprises à l'article 8, § 3, le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité dans un emploi définitivement vacant de la même fonction, telle que définie à l'article 3. Si le rappel en service s'effectue dans un emploi temporairement vacant, la réaffectation est dite temporaire.

§ 4. Rappel provisoire à l'activité : le rappel en service d'un membre du personnel en disponibilité, dans un emploi d'une fonction autre que celle qui répond à la définition de même fonction au sens de l'article 3, qui fait partie de la même catégorie et pour l'exercice de laquelle le membre du personnel mis en disponibilité possède le titre requis dans la réglementation relative aux titres requis dans l'enseignement de la Communauté.

§ 5. Emploi vacant : l'emploi qui répond à l'une des définitions suivantes :

1° emploi définitivement vacant, tout emploi qui n'est pas attribué à un membre du personnel nommé à titre définitif, qui est admissible au régime des subventions et pour lequel une demande de subvention-traitement a été introduite.

2° emploi temporairement vacant, tout emploi dont le titulaire est un membre du personnel nommé à titre définitif, momentanément éloigné du service pour une durée de dix jours ouvrables au moins, ou tout emploi créé pour une durée limitée à la fin de l'année scolaire.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, on entend par même fonction, en tenant compte de la distinction entre l'enseignement ordinaire et l'enseignement spécial :

§ 1er. pour la mise en disponibilité et pour les mesures préalables à la mise en disponibilité, chacune des fonctions telles que précisées aux articles 6 A et B et 8 de l'arrêté de l'Exécutif du 02 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen technique, artistique et normal de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995.

§ 2. pour la réaffectation :

1° la fonction qui répond à la définition du § 1er et dans laquelle le membre du personnel a été mis en disponibilité quels que soient les titres qui ont permis la nomination à cette fonction.

2° toute autre fonction pour laquelle le membre du personnel possède le titre requis pour autant qu'elle :

— appartienne à la même catégorie : personnel directeur et enseignant; personnel social; personnel paramédical; personnel psychologique;

— soit de même nature : fonction de recrutement, fonction de sélection, fonction de promotion;

— appartienne au même niveau : enseignement préscolaire et enseignement primaire;

— procure une rémunération au moins égale, sans préjudice des dispositions reprises à l'article 8 § 1er alinéa 2.

§ 3. Par dérogation aux dispositions reprises au § 2, les fonctions de sélection organisées dans une école d'application qui perd cette qualité à la suite d'une modification de structure sont assimilées à des fonctions de recrutement.

CHAPITRE II. — Obligations imposées aux pouvoirs organisateurs

Section 1. — Notification des mises en disponibilité et des emplois vacants

Art. 4. § 1er. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier pour agrément, au service compétent du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, en la motivant, toute décision par laquelle il place un membre de son personnel en disponibilité, au sens de l'article 2, § 2, premier tiret.

Cette notification qui signale le caractère de l'enseignement dispensé, doit être visée, pour information, par le membre du personnel intéressé qui y formule ses remarques et mentionne des réserves, s'il échet.

Elle est accompagnée d'une demande du membre du personnel tendant à bénéficier d'une subvention-traitement d'attente.

La notification doit être adressée au service compétent par pli recommandé dans les quarante jours qui suivent la date à laquelle se produit la perte d'emploi.

Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel dont il ne notifierait pas la mise en disponibilité.

§ 2. Le Ministre compétent ou son délégué agréé les mises en disponibilité qui s'effectuent suivant les règles fixées au présent arrêté.

Aucune décision n'est agréée si elle est notifiée par le pouvoir organisateur après le délai prévu au § 1er.

Toutefois, le Ministre ou son délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et sur demande dûment motivée, déroger à ce délai.

§ 3. Tout pouvoir organisateur est tenu de notifier au service précisé au § 1er et selon les mêmes modalités, les pertes partielles de charge.

Le Ministre ou son délégué reconnaît les pertes partielles de charge.

§ 4. Tout pouvoir organisateur est tenu de communiquer à la Commission régionale de réaffectation :

1° la liste des membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge;

2° la liste des emplois vacants occupés par les membres du personnel temporaire qui ne sont pas soustraits à la réaffectation;

3° le relevé des emplois définitivement vacants qu'il a attribués par rappel provisoire à l'activité.

Section 2. — Mesures préalables à la mise en disponibilité

Art. 5. Un pouvoir organisateur ne place un membre de son personnel en position de mise en disponibilité au sens de l'article 2, § 2, qu'après avoir, le cas échéant, parmi l'ensemble du personnel des établissements qu'il organise sur le territoire de la même commune, et dans l'ordre indiqué :

1° réduit les prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction jusqu'au nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes;

2° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction à titre accessoire.

3° mis fin aux prestations des membres de son personnel exerçant la même fonction et qui ont atteint l'âge de 65 ans;

4° mis fin aux prestations des membres de son personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire non prioritaire;

5° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a rappelé provisoirement à l'activité;

6° mis fin aux prestations des membres de son personnel qu'il a mis en disponibilité et qu'il a rappelé provisoirement à l'activité;

7° mis fin aux prestations des membres du personnel qui exercent la même fonction en qualité de temporaire prioritaire dans l'ordre inverse de leur classement;

8° mis fin aux prestations des membres du personnel mis en disponibilité par un autre pouvoir organisateur et qu'il a réaffectés d'initiative ou par désignation d'office des Commissions de réaffectation.

Section 3. — Mise en disponibilité

Art. 6. § 1er. Parmi les membres du personnel subventionné, nommés à titre définitif et qui exercent une fonction principale, est mis en disponibilité au sens de l'article 2, § 2, celui qui a l'ancienneté de service la plus réduite parmi les membres du personnel exerçant la même fonction dans l'ensemble des établissements que le pouvoir organisateur organise sur le territoire de la même commune.

Pour l'application du premier alinéa, c'est l'ancienneté de fonction qui est déterminante dans tous les cas où il y a égalité d'ancienneté de service.

En cas d'égalité de l'ancienneté de service et de l'ancienneté de fonction entre plusieurs membres du personnel, c'est le membre du personnel le plus jeune qui est mis en disponibilité.

§ 2. Les dispositions reprises au § 1er sont également d'application pour les pertes d'emploi résultant de la suppression ou de la fusion d'une école ou d'une implantation rendue obligatoire par les dispositions réglementaires fixant les mesures de rationalisation et de programmation dans les établissements d'enseignement préscolaire et primaire.

Art. 7. § 1er. L'ancienneté de service visée aux articles 5 et 6 comprend tous les services rémunérés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service.

§ 2. L'ancienneté de fonction visée à l'article 6 comprend tous les services rendus dans la fonction en cause dans tous les services rémunérés par la Communauté française et rendus à titre temporaire ou définitif dans la fonction en cause dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, ainsi que les périodes non rémunérées assimilées à de l'activité de service.

§ 3. L'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction sont calculées à partir de l'âge de 21 ans suivant les modalités de l'article 85 a, b, d, e, f et de l'article 39 c, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection dépendant de ces établissements.

Section 4. — Réaffectation et rappel provisoire à l'activité

Art. 8. § 1er. Dans l'enseignement préscolaire et primaire ordinaire, le pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant de directeur(trice) d'école doit attribuer cet emploi :

1° à tout directeur(trice) qu'il a mis(e) en disponibilité par défaut d'emploi;

2° ensuite à tout(e) directeur(trice) d'école qui a été mis(e) en disponibilité dans une école qu'il a reprise à un autre pouvoir organisateur.

Les obligations précisées aux 1° et 2° ne valent qu'à l'égard des membres du personnel mis en disponibilité dans un emploi de directeur(trice) d'école rémunéré(e) sur base d'une échelle de traitement correspondante ou d'une échelle de traitement inférieure ou supérieure d'une catégorie, comme fixées à l'arrêté royal du 27 juin 1974 relatif à la fixation des échelles de traitement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995.

§ 2. Le pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant d'instituteur ou d'une autre fonction de recrutement doit :

1° faire appel à tout membre du personnel qu'il a mis lui-même en disponibilité dans la même fonction;

2° faire appel à tout membre du personnel mis en disponibilité dans la même fonction dans une école qu'il a reprise à un autre pouvoir organisateur.

§ 3. Sans préjudice des dispositions énoncées au § 2, le pouvoir organisateur qui dispose d'un emploi vacant d'instituteur doit l'attribuer :

1° à tout(e) directeur(trice) d'école qu'il a mis(e) en disponibilité suite à l'application des mesures de rationalisation prévues à l'arrêté royal du 2 août 1984 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement préscolaire et primaire. Le pouvoir organisateur qui attribue cet emploi vacant au (à la) directeur(trice) d'école mis(e) en disponibilité dans les conditions énoncées à l'alinéa 1er peut procéder à sa nomination définitive dans l'emploi susvisé.

Dans ce cas, le supplément de direction est maintenu pendant 6 ans au (à la) directeur(trice) d'école que le pouvoir organisateur a mis(e) en disponibilité ou qui a été mis(e) en disponibilité dans les conditions visées à l'alinéa 1er dans une école qu'il a reprise à un autre pouvoir organisateur.

2° Le membre du personnel visé au 1° est tenu néanmoins de répondre pendant toute la durée où il perçoit son supplément de direction à toute réaffectation en qualité de directeur d'école de la même catégorie ou d'une catégorie immédiatement inférieure ou supérieure, qui se présenterait au sein du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité.

3° Le membre du personnel visé au 1° et qui à l'expiration de la période de 6 ans compte 30 années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension conserve le bénéfice de l'échelle de traitement qui lui était attribuée avant sa mise en disponibilité.

§ 4. Lorsqu'il a mis plusieurs membres du personnel en disponibilité dans la même fonction, le pouvoir organisateur doit, quand il s'agit d'attribuer une des fonctions de recrutement visée au présent article, tout en respectant l'ordre de priorité défini aux §§ 2 et 3, rappeler en service celui qui a la plus grande ancienneté de service, et en cas d'égalité d'ancienneté de service, celui qui a la plus grande ancienneté de fonction.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité revient au membre du personnel le plus âgé.

Art. 9. Les dispositions reprises à l'article 8 s'appliquent également à l'enseignement préscolaire et primaire spécial, à l'exception du § 3.

Art. 10. § 1er. Le pouvoir organisateur qui a satisfait aux obligations de réaffectation précisées aux articles 8 et 9 doit effectuer le rappel provisoire à l'activité visé à l'article 2, § 4, des membres de son personnel et des membres du personnel qu'il a repris à une école organisée par un autre pouvoir organisateur et qu'il n'a pas pu réaffecter.

§ 2. Lorsqu'il a mis plusieurs personnes en disponibilité dans une même fonction, qu'il n'a pu réaffecter, le pouvoir organisateur doit procéder au rappel provisoire à l'activité en respectant les ordres de priorité définis à l'article 8, § 4.

Art. 11. § 1er. L'obligation de rappel provisoire à l'activité ne peut conduire un pouvoir organisateur à devoir attribuer :

1° des cours de religion ou de morale non confessionnelle aux instituteur(trice)s et maître(sse)s de cours spéciaux en disponibilité;

2° un emploi d'une fonction de promotion à un membre du personnel mis en disponibilité dans une fonction de sélection.

§ 2. L'obligation de rappel provisoire à l'activité ne peut conduire un pouvoir organisateur à devoir confier, ni un membre du personnel à devoir accepter un emploi vacant de la même fonction dans l'enseignement spécial.

En revanche, un membre du personnel mis en disponibilité dans l'enseignement spécial peut, à sa demande, être rappelé provisoirement à l'activité dans l'enseignement ordinaire.

§ 3. L'obligation de rappeler provisoirement à l'activité en qualité d'instituteur(trice) primaire, un(e) maître(sse) de morale non confessionnelle titulaire du diplôme d'instituteur(trice) primaire ne s'impose que pour des emplois à prestations complètes ou à prestations incomplètes comportant une demi-charge, sauf si le pouvoir organisateur dispose d'un reliquat de périodes permettant un rappel provisoire partiel à l'activité ou correspondant à la perte de charge subie par le membre du personnel précité.

§ 4. L'obligation de rappeler provisoirement à l'activité en qualité d'instituteur(trice) primaire, un(e) maître(sse) d'éducation physique titulaire du diplôme d'instituteur(trice) primaire ne s'impose que pour des emplois à prestations complètes ou des emplois à prestations incomplètes comportant une demi-charge, sauf si le pouvoir organisateur dispose d'un reliquat de périodes permettant un rappel provisoire partiel à l'activité ou correspondant à la perte de charge subie par le membre du personnel précité.

Art. 12. Si un pouvoir organisateur dispose de plusieurs emplois vacants dans une même fonction à attribuer, il est tenu de confier par priorité les emplois définitivement vacants.

Section 5. — Reconstitution des réaffectations

Art. 13. § 1er. Les réaffectations effectuées au cours d'une année scolaire par les pouvoirs organisateurs ou à l'initiative des Commissions de réaffectation sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2. La charge reconduite du membre du personnel réaffecté sera étendue d'office par le pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité.

§ 3. Toute réaffectation est reconduite chaque année aussi longtemps que le membre du personnel n'a pas acquis 600 jours d'ancienneté au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté.

Ces 600 jours doivent être répartis sur 3 années scolaires au moins.

Ils sont calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

§ 4. Il est mis fin à cette réaffectation :

- en cas de retour du titulaire de l'emploi;
- si le pouvoir organisateur est tenu de réaffecter entre temps un membre de son personnel;
- si le pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité dispose d'un emploi vacant de la même fonction et doit mettre fin à cette disponibilité;
- si le membre du personnel néglige de faire acte de candidature à la nomination dès qu'il remplit les conditions prévues au décret du 6 juin 1994 précité modifié par le décret du 10 avril 1995.

L'ancienneté dont peut se prévaloir le membre du personnel à cette occasion est l'ancienneté acquise au service du pouvoir organisateur auprès duquel il a été réaffecté;

— si le membre du personnel ne souscrit ni ne respecte les obligations reprises aux articles 6 et 14 du décret du 6 juin 1994 précité.

Il peut également être mis fin à cette réaffectation;

- de commun accord;
- en cas de faute grave;
- sur décision de la Commission de réaffectation compétente saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

CHAPITRE III. — Octroi d'une subvention-traitement d'attente

Art. 14. § 1er. Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut total d'emploi bénéficient, à leur demande, d'une subvention-traitement d'attente dans les mêmes conditions que dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 2. Les membres du personnel en perte partielle de charge conservent à leur demande et sans limitation de durée le bénéfice de la subvention-traitement liée aux prestations qu'ils exerçaient avant d'être déclarés en perte partielle de charge.

§ 3. Tout membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité retrouve la subvention-traitement d'activité correspondant aux prestations qu'il exerçait avant sa mise en disponibilité par défaut total d'emploi, même en cas de réaffectation partielle ou de rappel provisoire partiel à l'activité.

§ 4. Tout membre du personnel réaffecté ou rappelé provisoirement à l'activité dans une fonction qui lui procure une rémunération supérieure à celle dont il bénéficiait auparavant, obtiendra, en plus de la subvention-traitement précisée ci-dessus, une allocation selon des modalités fixées, selon le cas, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 septembre 1990, pris en application du décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 ou par l'arrêté royal du 13 juin 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical de l'enseignement de l'Etat désignés provisoirement à une fonction de sélection ou à une fonction de promotion.

§ 5. Le temps pendant lequel un membre du personnel est réaffecté ou rappelé provisoirement en activité dans l'enseignement subventionné ou dans l'enseignement organisé par la Communauté française est suspensif du temps de disponibilité pour le calcul de la subvention-traitement d'attente visée au § 1er, même en cas de réaffectation partielle ou de rappel provisoire partiel à l'activité.

Les vacances d'été sont comprises dans la période visée à l'alinéa 1er pour les membres du personnel réaffectés ou rappelés provisoirement à l'activité dans un emploi subventionné d'une durée indéterminée.

§ 6. Les membres du personnel nommés à titre définitif dans l'une des fonctions de sélection suivantes :

— instituteur(trice) maternel(le) à l'école maternelle d'application;

— instituteur(trice) primaire à l'école primaire d'application;

— maître de cours spéciaux à l'école d'application exercées dans les écoles maternelles ou primaires d'application subventionnées par la Communauté française;

conservent, à concurrence des prestations dont ils étaient chargés, le bénéfice du statut pécuniaire attaché à leur nomination lorsque l'établissement où ils sont en fonction cesse, par modification de structure, d'être une école d'application.

§ 7. La disposition reprise dans le paragraphe 6 est également d'application pour le (la) directeur(trice) d'une école maternelle ou primaire d'application.

CHAPITRE IV. — Emplois soustraits à la réaffectation et au rappel provisoire à l'activité

Art. 15. § 1er. Aucun emploi dont il est question au § 2 ne peut être soustrait à la réaffectation ou au rappel provisoire à l'activité lorsque le pouvoir organisateur dispose de membres du personnel qu'il a mis en disponibilité ou qui ont été mis en disponibilité dans une école qu'il a reprise à un autre pouvoir organisateur.

§ 2. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel qui remplissent les conditions suivantes :

— comptabiliser, à l'issue de l'année scolaire qui précède 600 jours de service dont 240 dans la fonction considérée, répartis sur trois années scolaires au moins et calculés selon les modalités fixées par l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidie de l'enseignement officiel subventionné;

— les 600 jours doivent être acquis au sein du pouvoir organisateur.

CHAPITRE V. — Droits et obligations des membres du personnel en disponibilité par défaut d'emploi

Art. 16. § 1er. Tout membre du personnel mis en disponibilité au sens de l'article 2, § 2, est tenu d'accepter une réaffectation jusqu'à concurrence du nombre de périodes perdues et quel que soit le nombre des établissements dans lesquels il est appelé à effectuer ses prestations si l'emploi lui est offert :

1° par le pouvoir organisateur qui a placé le membre du personnel en disponibilité.

2° par le pouvoir organisateur qui a repris l'établissement où ce membre du personnel est mis en disponibilité.

Toutefois, le membre du personnel peut décliner une offre d'emploi dans une autre commune que celle où il a été mis en disponibilité qui serait offerte à plus de 25 kms du domicile de l'agent et qui entraînerait pour ce dernier une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Il ne pourra toutefois revendiquer ultérieurement cet emploi.

§ 2. Tout membre du personnel en disponibilité ou déjà réaffecté dans les conditions précisées ci-dessus ou encore à réaffecter qui exerce des fonctions dans trois établissements ou implantations au moins et qui assure un ensemble de prestations égal à 75 % au moins du nombre de périodes exigé pour une fonction à prestations complètes peut décliner toute charge supplémentaire qui lui est offerte en réaffectation :

1° par un pouvoir organisateur autre que ceux précisés au § 1er.

2° par les Commissions régionale ou centrale de réaffectation.

§ 3. Les dispositions énoncées au § 1er, au § 2 s'appliquent également aux rappels provisoires à l'activité étant entendu que ceux-ci ne sont effectués qu'à défaut de réaffectation.

§ 4. Toute personne en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge doit notifier son acceptation ou son refus motivé par pli recommandé au pouvoir organisateur et à la Commission de réaffectation compétente dans un délai de dix jours calendrier à dater de la notification de sa réaffectation ou rappel provisoire à l'activité.

En cas de refus jugé sans motif valable par la Commission, elle sera démise de ses fonctions conformément à l'article 58, 7°, du décret du 6 juin 1994 précité après épuisement du recours éventuel prévu à l'article 17, § 1er, 3°, du présent arrêté.

La décision de la Commission précitée est notifiée par pli recommandé à la personne intéressée.

L'introduction d'un recours ne suspend pas l'obligation pour le membre du personnel de prendre ses fonctions.

§ 5. Toute personne qui, placée en position de disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge, bénéficie d'une subvention-traitement d'attente à charge du Trésor public parce qu'elle ne peut être réaffectée, ou parce qu'elle n'a pas dû accepter d'exercer un autre emploi en attendant une réaffectation, doit se tenir à la disposition du pouvoir organisateur qui l'a mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge à concurrence du nombre de périodes qui correspond aux prestations pour lesquelles elle bénéficie d'une telle subvention-traitement d'attente, pour l'exercice des tâches en relation avec la fonction dans laquelle elle a été mise en disponibilité ou déclarée en perte partielle de charge. L'exercice de ces tâches ne peut toutefois conduire à maintenir la charge qui a été supprimée.

§ 6. Un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclaré en perte partielle de charge peut, à sa demande, suspendre temporairement son droit à la subvention-traitement d'attente correspondant aux prestations qui font l'objet de sa mise en disponibilité ou de sa perte partielle de charge.

Cette suspension qui peut être totale ou partielle est signifiée par écrit au pouvoir organisateur et transmise par son intermédiaire à l'administration compétente lors de la notification des mises en disponibilité.

Pendant la durée de cette suspension, le membre du personnel est soustrait aux obligations qui lui incombent en matière de réaffectation ou de rappel provisoire à l'activité sauf si le pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité ou qui a repris l'établissement où ce membre du personnel a été mis en disponibilité dispose d'un emploi définitivement vacant de la même fonction.

Dans ce cas, le pouvoir organisateur est tenu d'offrir cet emploi au membre du personnel susvisé.

Cette suspension porte sur la durée de l'année scolaire ou sur la période qui reste à couvrir de cette année scolaire quand la mise en disponibilité est prononcée dans le courant de l'année scolaire.

Elle peut être renouvelée au début d'une année scolaire ultérieure et le cas échéant, modifiée quant au volume des prestations, selon les mêmes modalités que celles précisées ci-dessus.

§ 7. Tout membre du personnel en disponibilité peut être réaffecté, rappelé provisoirement à l'activité par son pouvoir organisateur quelle que soit la durée de ce rappel en service.

Pendant cette période, il se trouve de plein droit dans la position administrative de l'activité de service.

§ 8. Si un emploi temporairement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est autorisée à y rester.

Si un emploi définitivement vacant se présente auprès du pouvoir organisateur qui a mis en disponibilité la personne en cause, celle-ci occupant déjà un emploi d'une durée indéterminée ou du moins jusqu'à la fin de l'année scolaire auprès d'un autre pouvoir organisateur, elle est tenue d'accepter le nouvel emploi vacant offert.

Elle ne pourra cependant prendre ses fonctions qu'au terme de l'année scolaire sauf accord des deux pouvoirs organisateurs.

CHAPITRE VI. — *Organes de réaffectation*

Art. 17. Il est créé auprès du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, une Commission centrale de réaffectation et des Commissions régionales de réaffectation pour l'enseignement ordinaire.

La composition et les règles de fonctionnement de la Commission centrale sont fixées par le Ministre qui a le statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions. Elle ne peut en aucun cas émettre des considérations d'ordre pédagogique.

§ 1er. La Commission centrale de réaffectation a pour mission :

1° de réaffecter les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations effectuées par :

- les pouvoirs organisateurs;
- les Commissions régionales de réaffectation dans l'enseignement ordinaire;

2° de rappeler provisoirement à l'activité selon la même procédure que celle décrite ci-dessus, les membres du personnel en disponibilité, en attendant qu'ils puissent être réaffectés;

3° de statuer en deuxième instance, au nom du Ministre, sur les recours introduits par les pouvoirs organisateurs ou les membres du personnel de l'enseignement préscolaire et primaire ordinaire contre les décisions des Commissions régionales de réaffectation;

4° de statuer, au nom du Ministre, sur les demandes de non-reconduction des réaffectations et visées à l'article 13, § 4, alinéa 2, tirets 2 et 3.

§ 2. Les Commissions régionales de réaffectation ont pour mission de réaffecter ou à défaut, de rappeler provisoirement à l'activité les membres du personnel en disponibilité, soit en procédant à des désignations d'office, soit en entérinant les réaffectations opérées spontanément par les pouvoirs organisateurs des écoles.

Elles examineront en première instance les recours introduits contre ces décisions et notamment ceux visés à l'article 16, § 4.

Elles ne peuvent, en aucun cas, émettre des considérations pédagogiques.

Pendant les réunions, les membres de chaque Commission doivent pouvoir consulter sur place les documents nécessaires à la prise de décisions.

Ils doivent disposer avant les réunions d'un relevé émanant du Président reprenant les emplois vacants au sens du présent arrêté occupés par des agents temporaires avec mention de leur ancienneté et de la durée de l'engagement ou de la désignation.

Les séances se tiennent au siège des bureaux régionaux de l'Administration centrale.

Les membres sont tenus au secret du contenu des dossiers et des délibérations de la Commission.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 18. § 1er. Le pouvoir organisateur perd le bénéfice de la subvention-traitement pour tout membre du personnel qu'il recruterait ou maintiendrait en fonction contrairement aux dispositions du présent arrêté.

§ 2. La subvention-traitement de toute personne recrutée ou maintenue en fonction dans un emploi à la vacance duquel la Commission de réaffectation régionale a été invitée à pourvoir, conformément à l'article 4, § 4, 2° et 3°, n'est plus octroyée au plus tard 10 jours après l'acceptation de l'emploi offert par le candidat désigné par la Commission précitée.

§ 3. La disposition reprise au § 2 est d'application également pour les désignations d'office effectuées par la Commission centrale de réaffectation.

Art. 19. Pour les catégories de personnel visées à l'article 1er, 4° l'arrêté royal du 27 juillet 1976 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné est abrogé en ce qui concerne les niveaux d'enseignement préscolaire et primaire, ordinaire et spécial.

Art. 20. Le Ministre ayant le statut des personnels de l'enseignement officiel subventionné dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 28 août 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation, de l'Audiotvisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

N. 95 - 2648

VERTALING

[S - C - 29510]

28 AUGUSTUS 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 januari 1993 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreten van 22 december 1994 en 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 16 januari 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende voldoende bekwaamheidsbewijzen in het basisonderwijs, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 3 september 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon basisonderwijs;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol d.d. 4 augustus 1995 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reffectatie in het begin van het schooljaar plaatsvinden, zodat de regeling ter zake onverwijld getroffen moet worden om de inrichtende machten in staat te stellen, tijdig de nodige maatregelen te treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1995,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op :

1° de inrichtende machten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor kleuter- en lager onderwijs. Ze betreffen het gewoon en het buitengewoon onderwijs;

2° de subsidieerbare betrekkingen in die inrichtingen;

3° de gesubsidieerde personeelsleden van die inrichtingen die een hoofdamt met al dan niet volledige prestaties uitoefenen en vast benoemd zijn, behalve voor artikel 5, 2°;

4° de categorieën :

— bestuurs- en onderwijzend personeel;

— psychologisch, sociaal en paramedisch personeel voor het buitengewoon onderwijs.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit gelden de volgende definities :

§ 1. maatregelen voor de terbeschikkingstelling : maatregelen bepaald in artikel 5 en getroffen om de terbeschikkingstelling van een vast personeelslid te voorkomen.

§ 2. terbeschikkingstelling :

— de terbeschikkingstelling wegens volledige ontstentenis van betrekking voortvloeiend uit de volledige afschaffing van een betrekking met al dan niet volledige prestaties;

— het gedeeltelijk verlies van een opdracht door de vermindering van het aantal lestijden in de opdracht van een personeelslid. Wanneer "terbeschikkingstelling" niet nader gepreciseerd wordt, heeft het betrekking op beide voormelde gevallen.

§ 3. reffectatie : onverminderd artikel 8, § 3, de terugroeping in dienst van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een definitief vacante betrekking van hetzelfde, in artikel 3 bepaalde ambt. Als de terugroeping een tijdelijk vacante betrekking betreft, dan is de reffectatie tijdelijk.

§ 4. voorlopige terugroeping in actieve dienst : de terugroeping van een ter beschikking gesteld personeelslid, in een betrekking van een ander ambt dan het in artikel 3 bedoelde zelfde ambt, dat tot dezelfde categorie behoort en waarvoor het personeelslid het bij de reglementering voor het gemeenschapsonderwijs vereiste bekwaamheidsbewijs bezit.

§ 5. vacante betrekking : de betrekking die aan één van onderstaande definities voldoet :

1° definitief vacante betrekking : elke betrekking die niet toegewezen is aan een vast personeelslid, in aanmerking komt voor subsidiëring en waarvoor een weddetoelage aangevraagd is.

2° tijdelijk vacante betrekking : elke betrekking waarvan de titularis een vast personeelslid is, dat tijdelijk afwezig is voor ten minste 10 werkdagen, of elke betrekking, opgericht tot het einde van het schooljaar.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit betekent "hetzelfde ambt" rekening houdend met het onderscheid gewoon/buitengewoon onderwijs :

§ 1. voor de terbeschikkingstelling en de voorafgaande maatregelen :

elk ambt bedoeld in de artikel 6A, 6B en 8 van het besluit van de Executieve dd. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp-personeel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995.

§ 2. voor de reïaffectatie :

1° het ambt dat voldoet aan de definitie in § 1 en waarin het personeelslid ter beschikking gesteld is, ongeacht de bekwaamheidsbewijzen die de benoeming in dat ambt mogelijk maakten.

2° elk ander ambt waarvoor het personeelslid het vereiste bekwaamheidsbewijs bezit mits dat ambt :

— tot dezelfde categorie behoort : bestuurs- en onderwijzend personeel; sociaal personeel, paramedisch personeel; psychologisch personeel

— van dezelfde aard is : wervings-, selectie- of bevorderingsambt;

— tot hetzelfde niveau behoort : kleuteronderwijs of lager onderwijs;

— ten minste even goed bezoldigd wordt, onverminderd artikel 8, § 1, 2e lid.

§ 3. In afwijking van § 2 worden de selectieambten in een oefenschool die deze hoedanigheid verliest door een structuurwijziging, gelijkgesteld met wervingsambten.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de inrichtende machten

Afdeling 1. — Mededeling van de terbeschikkingstelling en van de vacante betrekkingen

Art. 4. § 1. Elke inrichtende macht moet de bevoegde dienst van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap elke beslissing tot terbeschikkingstelling van een personeelslid, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 1e streepje, ter goedkeuring voorleggen met de motivering ervan.

Die mededeling moet de aard van het onderwijs vermelden en moet, voor kennisneming ondertekend worden door het betrokken personeelslid, dat er eventueel opmerkingen te kennen geeft.

Bij de mededeling gaat de aanvraag van het personeelslid om een wachtweddetoelage te genieten.

De mededeling wordt aan de bevoegde dienst gericht als aangetekende brief, binnen de 40 dagen na het verlies van de betrekking.

De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid waarvan ze de terbeschikkingstelling niet meedeelt.

§ 2. De bevoegde Minister of zijn gemachtigde aanvaardt de terbeschikkingstelling die volgens de in dit besluit bepaalde regels geschied is.

Een beslissing die na de in § 1 bepaalde termijn meegedeeld is door de inrichtende macht, wordt niet aanvaard.

De Minister of zijn gemachtigde kan van die termijn afwijken in uitzonderlijke omstandigheden en op met redenen omklede aanvraag.

§ 3. Elke inrichtende macht moet de in § 1 bedoelde dienst, op dezelfde wijze, elk gedeeltelijk verlies van opdracht meedelen. Dit verlies wordt door de Minister of zijn gemachtigde aanvaard.

§ 4. Elke inrichtende macht moet de gewestelijke reïaffectatiecommissie :

1° de lijst meedelen van de personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld zijn of een gedeelte van hun opdracht verloren hebben.

2° de lijst meedelen van de vacante betrekkingen bekleed door tijdelijken die niet aan de reïaffectatie onttrokken zijn.

3° de lijst meedelen van de definitief vacante betrekkingen die ze toegewezen heeft door tijdelijke terugroeping.

Afdeling 2. — Maatregelen voor de terbeschikkingstelling.

Art. 5. Een inrichtende macht stelt een personeelslid pas ter beschikking, zoals bepaald in artikel 2, § 2, nadat ze in voorkomend geval, in geheel het personeel van haar inrichtingen op het grondgebied van dezelfde gemeente, in onderstaande volgorde :

1° de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen, verminderd heeft tot het vereiste aantal lestijden voor een ambt met volledige prestaties;

2° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als bijambt uitoefenen;

3° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen en 65 jaar zijn;

4° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt uitoefenen als niet-prioritair tijdelijke;

5° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

6° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die ze ter beschikking gesteld heeft en voorlopig terug in dienst geroepen heeft;

7° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die hetzelfde ambt als prioritair tijdelijke uitoefenen, in de omgekeerde volgorde van hun rangschikking;

8° een einde gemaakt heeft aan de prestaties van haar personeelsleden die door een andere inrichtende macht ter beschikking gesteld zijn en die ze gereïaffecteerd heeft op eigen initiatief of op aanwijzing van ambtswege door de reïaffectatiecommissie.

Afdeling 3. — Terbeschikkingstelling.

Art. 6. § 1. Onder de gesubsidieerde personeelsleden die vast benoemd zijn en een hoofdamt uitoefenen, wordt degene ter beschikking gesteld, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, die de kleinste dienstanciënniteit heeft onder hen die hetzelfde ambt uitoefenen in het geheel van de inrichtingen die op het grondgebied van dezelfde gemeente georganiseerd worden door de inrichtende macht.

Voor de toepassing van het 1^e lid geldt de ambtsanciënniteit wanneer er gelijke dienstanciënniteit is.

Als verschillende personeelsleden dezelfde dienst- en ambtsanciënniteit hebben, wordt het jongste ter beschikking gesteld.

§ 2. De bepalingen van § 1 gelden ook voor het verlies van prestaties ten gevolge van de afschaffing of fusie van een school of vestiging ingevolge de reglementsbepalingen inzake rationalisatie en programmering in de inrichtingen voor kleuter- en lager onderwijs.

Art. 7. § 1. De dienstanciënniteit bedoeld in de artikelen 5 en 6 omvat alle door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 2. De ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 6 omvat alle in het betrokken ambt verstrekte en door de Franse Gemeenschap bezoldigde diensten, als tijdelijk of vast personeelslid in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, alsook de onbezoldigde, met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden.

§ 3. De dienst- en ambtsanciënniteit wordt berekend vanaf 21 jaar op de wijze bepaald in artikel 85 a t/m f en in artikel 39 c van het K.B. van 22 maart 1969 houdende het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel en het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op die inrichtingen.

Afdeling 4. — Reaffectatie en voorlopige terugroeping in dienst

Art. 8. § 1. In het gewoon basisonderwijs moet de inrichtende macht een vacante betrekking van schooldirecteur(trice) toewijzen :

1° aan elke directeur(trice) die ze wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gesteld heeft;

2° en vervolgens aan elke schooldirecteur(trice), ter beschikking gesteld in een school die ze van een andere inrichtende macht overgenomen heeft.

De verplichtingen sub 1° en 2° gelden enkel voor de personeelsleden, ter beschikking gesteld in een betrekking van schooldirecteur(trice), bezoldigd volgens een overeenstemmende schaal, of volgens een schaal die één categorie lager of hoger is, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling van de weddeschalen, laatst gewijzigd bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap dd. 16 januari 1995.

§ 2. De inrichtende macht die over een vacante betrekking van onderwijzer of van een ander wervingsambt beschikt, moet een beroep doen op elk personeelslid :

1° door haar ter beschikking gesteld in hetzelfde ambt;

2° door haar ter beschikking gesteld in hetzelfde ambt in een school die ze van een andere inrichtende macht overgenomen heeft.

§ 3. Onverminderd § 2 moet de inrichtende macht die over een vacante betrekking van onderwijzer beschikt, ze toewijzen :

1° aan elke schooldirecteur(trice) die ze ter beschikking gesteld heeft ingevolge de rationalisatiemaatregelen, vervat in het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende het rationalisatie- en programmeringsplan voor het kleuter- en lager onderwijs;

De inrichtende macht die bedoelde vacante betrekking toewijst, kan de betrokken directeur(trice) vast benoemen in die betrekking.

In dat geval behoudt de schooldirecteur(trice) die ter beschikking gesteld is door de inrichtende macht of, onder de in het 1^e lid bedoelde voorwaarden, in een van een andere inrichtende macht overgenomen school, gedurende 6 jaar het voordeel van de directietoeslag.

2° Het in 1° bedoelde personeelslid moet echter, zolang het de directietoeslag geniet, gevolg geven aan elke reaffectatie als schooldirecteur in dezelfde of een onmiddellijk lagere of hogere categorie, die zich voordoet in de inrichtende macht die de terbeschikkingstelling heeft uitgesproken.

3° Het behoudt de weddeschaal die het voor zijn terbeschikkingstelling genoot als het na de zesjarige periode 30 jaar in aanmerking komende diensten telt om aanspraak te hebben op pensioen.

§ 4. De inrichtende macht die verschillende personeelsleden ter beschikking gesteld heeft in hetzelfde ambt, moet bij de toewijzing van een in dit artikel bedoelde wervingsambt, met inachtneming van de in de §§ 2 en 3 bepaalde prioriteitsregeling, degene terug in dienst roepen die de grootste dienstanciënniteit heeft of, bij gelijke dienstanciënniteit, degene die de grootste ambtsanciënniteit heeft.

Bij gelijke ambtsanciënniteit heeft het oudste personeelslid voorrang.

Art. 9. Artikel 8 geldt ook voor het basisonderwijs, behalve § 3.

Art. 10. § 1. De inrichtende macht die voldaan heeft aan de verplichte reaffectaties overeenkomstig de artikelen 8 en 9 moet leden van haar personeel en leden van het personeel dat ze van een school van een andere inrichtende macht overgenomen heeft en niet kon reaffecteren, voorlopig terug in dienst roepen zoals bedoeld in artikel 2, § 4.

§ 2. De inrichtende macht die verschillende personen in één ambt ter beschikking gesteld heeft en niet kon reaffecteren, moet ze voorlopig terug in dienst roepen volgens de prioriteitsregeling bepaald in artikel 8, § 4.

Art. 11. § 1. De verplichting inzake voorlopige terugroeping impliceert niet dat een inrichtende macht :

1° iessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer zou moeten toewijzen aan ter beschikking gestelde onderwijzers(essen) of leermeesters(essen) bijzondere vakken;

2° een betrekking in een bevorderingsambt zou moeten toewijzen aan een personeelslid dat in een selectieambt ter beschikking gesteld is.

§ 2. Die verplichting kan een inrichtende macht er niet toe nopen, een vacante betrekking in hetzelfde ambt in het buitengewoon onderwijs toe te wijzen, noch een personeelslid om zulk een betrekking te aanvaarden.

Een in het buitengewoon onderwijs ter beschikking gesteld personeelslid kan echter, op zijn verzoek, voorlopig terug in dienst geroepen worden in het gewoon onderwijs.

§ 3. De verplichting om een leermeester(es) niet-confessionele zedenleer met het diploma van onderwijzer(es) voorlopig terug in dienst te roepen als onderwijzer(es) geldt alleen voor betrekkingen met volledige prestaties of voor betrekkingen met onvolledige prestaties die een halve opdracht uitmaken, behalve als de inrichtende macht een overschot aan lestijden heeft dat de voorlopige terugroeping mogelijk maakt of dat overeenstemt met het verlies van opdracht van voormeld personeelslid.

§ 4. De verplichting om, als onderwijzer(es), een leermeester(es) lichamelijke opvoeding met het diploma van onderwijzer(es) voorlopig terug in dienst te roepen geldt alleen voor betrekkingen met volledige prestaties of voor betrekkingen met onvolledige prestaties die een halve opdracht uitmaken, behalve als de inrichtende macht over een overschot aan lestijden beschikt, dat die terugroeping mogelijk maakt of dat overeenstemt met het verlies van opdracht van voormeld personeelslid.

Art. 12. Een inrichtende macht die over verschillende vacante betrekkingen in één ambt beschikt, moet de definitief vacante betrekkingen prioritair toewijzen.

Afdeling 5. — Verlenging van de reffectatie

Art. 13. § 1. De reffectaties, in een schooljaar verricht door de inrichtende machten of op initiatief van de reffectatiecommissies, worden voor het volgende schooljaar verlengd.

§ 2. De verlenging van de opdracht van het gereffecteerd personeelslid wordt van ambtswege uitgebreid door de inrichtende macht wanneer een verlenging van de prestaties mogelijk is en tot beloop van het aantal lestijden waarvoor een terbeschikkingstelling geldt.

§ 3. Elke reffectatie wordt jaarlijks verlengd zolang het personeelslid geen 600 dagen dienstanciënniteit telt bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd is.

Die 600 dagen moeten over ten minste 3 schooljaren gespreid zijn.

Ze worden berekend overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 4. Aan die reffectatie komt een einde :

- bij de terugkeer van de titularis van de betrekking;
- als de inrichtende macht intussen een lid van haar personeel moet reffecteren;
- als de inrichtende macht die de terbeschikkingstelling uitgesproken heeft, over een vacante betrekking in hetzelfde ambt beschikt en aan die terbeschikkingstelling een einde moet maken;
- als het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een benoeming zodra hij voldoet aan de vereisten gesteld bij voormeld decreet van 6 juni 1994, gewijzigd door dat van 10 april 1995. De anciënniteit die het daarbij kan doen gelden, is zijn dienstanciënniteit bij de inrichtende macht waarbij hij gereffecteerd werd;
- als het personeelslid de verplichtingen vervat in de artikelen 6 en 14 van voormeld decreet van 6 juni 1994 niet aanvaardt of niet naleeft.

Er kan ook aan die reffectatie een einde komen :

- in geneen overleg;
- bij ernstige tekortkoming;
- bij beslissing van de bevoegde reffectatiecommissie, op verzoek van de inrichtende macht of van het personeelslid.

HOOFDSTUK III. — Toekenning van een wachtweddetoelage

Art. 14. § 1. De personeelsleden die wegens totale ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld, genieten op hun verzoek een wachtweddetoelage onder dezelfde voorwaarden als in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs.

§ 2. De personeelsleden die hun opdracht gedeeltelijk verliezen, bewaren, op hun verzoek en zonder duurbeperking, het voordeel van de weddetoelage, verbonden aan de prestaties die zij uitoefenden voordat zij hun opdracht gedeeltelijk verloren.

§ 3. Elk gereffecteerd of wedertewerkgesteld personeelslid krijgt opnieuw de weddetoelage voor actieve dienst die overeenstemt met de prestaties die hij genoot voor zijn terbeschikkingstelling wegens totale ontstentenis van betrekking, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of gedeeltelijke wedertewerkgestelling.

§ 4. Elk personeelslid dat gereffecteerd of wedertewerkgesteld wordt in een ambt dat hem een hogere bezoldiging verschafft dan die welke hij vroeger genoot, verkrijgt, naast de bovenvermelde weddetoelage, een toelage volgens de voorwaarden vastgesteld naar gelang van het geval, door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 11 september 1993, genomen ter uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschap dd. 12 juli 1993, of door het koninklijk besluit dd. 13 juni 1976 tot regeling van de toekenning van een toelage aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel van het rijks-onderwijs die voorlopig aangesteld zijn in een selectie- of bevorderingsambt.

§ 5. De tijd gedurende welke een personeelslid gereffecteerd of wedertewerkgesteld is in het gesubsidieerd of in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs schorst de terbeschikkingstellingstijd voor de berekening van de in § 1 bedoelde wachtweddetoelage, zelfs in geval van gedeeltelijke reffectatie of van gedeeltelijke wedertewerkgestelling.

De zomervakantie is begrepen in de in lid 1 vermelde periode voor de in een gesubsidieerd ambt met onbepaalde duur gereffecteerde of wedertewerkgestelde personeelsleden.

De personeelsleden die benoemd zijn in een van de hierna volgende selectieambten :

- kleuteronderwijzer(es) in een oefenschool voor kleuteronderwijs;
- onderwijzer(es) in een oefenschool voor lager onderwijs;
- taakleraar in een oefenschool, uitgeoefend in de oefenscholen voor kleuter- en lager onderwijs die door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd,

bewaren ten belope van de prestaties waarmee zij belast waren, het voordeel van het geldelijk statuut verbonden aan hun vaste aanwerving wanneer de inrichting waar zij fungeren, door een structuurwijziging ophoudt een oefenschool te zijn.

§ 7. De in paragraaf 6 opgenomen bepaling is ook van toepassing voor de directeur (directrice) van een oefenschool in het kleuter- of lager onderwijs.

HOOFDSTUK IV. — *Betrekkingen onttrokken aan reffectatie en wedertewerkstelling*

Art. 15. § 1. Geen enkele betrekking waarvan sprake in § 2 mag aan reffectatie en wedertewerkstelling onttrokken worden wanneer de inrichtende macht over personeelsleden beschikt die door haar ter beschikking gesteld werden, of die ter beschikking gesteld werden in een school die ze van een andere inrichtende macht heeft overgenomen.

§ 2. Moeten niet aan de door haar in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissie aangegeven worden de betrekkingen, bekleed door de personeelsleden die :

— op het einde van het voorgaande schooljaar 600 dienstdagen telden, waarvan 240 in het beschouwde ambt, gespreid over minstens drie schooljaren en berekend volgens de voorwaarden vastgesteld in artikel 34 van het decreet dd. 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd vrij onderwijs;

— en die 600 dagen verworven hebben bij de inrichtende macht.

HOOFDSTUK V

Rechten en verplichtingen van het wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking gestelde personeel

Art. 16. § 1. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld werd zoals bedoeld in artikel 2, § 2, is ertoe gehouden een reffectatie te aanvaarden ten belope van het aantal verloren lestijden, wat het aantal ook moge wezen van de inrichtingen waar hij zijn prestaties zal moeten verstreken, indien de betrekking hem wordt aangeboden :

1° door de inrichtende macht die het personeelslid ter beschikking heeft gesteld;

2° door de inrichtende macht die de inrichting heeft overgenomen waar dat personeelslid ter beschikking werd gesteld.

Dit personeelslid mag echter een betrekking in een andere gemeente dan die waarin hij ter beschikking werd gesteld, van de hand wijzen wanneer ze aangeboden wordt op meer dan 25 km afstand van de woonplaats van het personeelslid en zulks voor hem een verplaatsingsduur van meer dan 4 uur per dag met het gemeenschappelijk vervoer tot gevolg zou hebben.

Later mag hij echter geen aanspraak maken op die betrekking.

§ 2. Elk personeelslid dat ter beschikking gesteld of reeds gereffecteerd werd onder de hierboven gepreciseerde omstandigheden of dat nog moet worden gereffecteerd, zijn ambt uitoefent in minstens drie inrichtingen of vestigingen en een geheel van prestaties uitoefent die gelijk zijn aan minstens 75 % van het aantal vereiste lestijden voor een ambt met volledige prestaties, mag elke bijkomende opdracht van de hand wijzen die hem als reffectatie wordt aangeboden door een andere inrichtende macht dan die vermeld in § 1, alsmede door de regionale reffectatiecommissies of door de centrale reffectatiecommissie.

§ 3. De in § 1 en § 2 vermelde bepalingen worden ook toegepast op de voorlopige terugroeping mits laatstgenoemde gebeurt bij ontstentenis van reffectatie.

§ 4. Elk personeelslid, ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking of wegens gedeeltelijk verlies van opdracht, moet zijn aanvaarding of zijn met redenen omklede weigering per aangetekende brief aan de inrichtende macht en aan de reffectatiecommissie binnen een termijn van 10 kalenderdagen bekendmaken, te rekenen van de datum van het aankondigen van zijn reffectatie of voorlopige terugroeping.

In geval van weigering zonder geldige reden volgens de Commissie, zal die persoon ontzet worden uit zijn ambt overeenkomstig artikel 71, 6°, van het decreet dd. 1 februari 1993, nadat het eventueel beroep bepaald in artikel 17, § 1, 3°, van dit besluit is aangewend.

De beslissing van voormelde commissie wordt per aangetekende brief aan de betrokkene betekend.

De indiening van een verhaal schort voor het personeelslid de verplichting niet om zijn opdracht waar te nemen.

§ 5. Elk personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld of zijn opdracht gedeeltelijk heeft verloren en een wachtwedde-toelage geniet ten laste van de Schatkist omdat hij niet kan gereffecteerd worden of omdat hij niet moest aanvaarden een andere betrekking te bekleeden in afwachting van een reffectatie, moet ter beschikking blijven van de inrichtende macht die hem ter beschikking gesteld heeft of hem zijn opdracht gedeeltelijk deel verhozen ten belope van het aantal lestijden dat overeenkomt met de prestaties waarvoor hij een dergelijke wachtwedde-toelage geniet voor het uitoefenen van de taken in verband met het ambt waar hij ter beschikking werd gesteld of zijn opdracht gedeeltelijk verloor. Het uitoefenen van die taken mag echter niet leiden tot het behoud van de opdracht die werd afgeschaft.

§ 6. Een personeelslid dat bij ontstentenis van betrekking ter beschikking werd gesteld of zijn opdracht gedeeltelijk verloor, mag op zijn verzoek tijdelijk zijn recht opschorten op de wachtwedde-toelage die overeenkomt met de prestaties die het voorwerp zijn van zijn terbeschikkingstelling of van het gedeeltelijk verlies van zijn opdracht.

Deze opschorting die volledig of gedeeltelijk kan zijn, wordt aan de inrichtende macht schriftelijk medegedeeld en door haar toedoen aan het bevoegde bestuur overgezonden bij het mededelen van de terbeschikkingstellingen.

Tijdens de duur van die opschorting wordt het personeelslid onttrokken aan zijn verplichtingen inzake reffectatie of wedertewerkstelling behalve indien de inrichtende macht die hem ter beschikking heeft gesteld of die de inrichting heeft overgenomen waar dit personeelslid ter beschikking is gesteld, over een definitief vacante betrekking van hetzelfde ambt beschikt.

In dat geval is de inrichtende macht ertoe gehouden hem die betrekking toe te wijzen.

Deze opschorting slaat op de duur van het schooljaar of op de periode van dat schooljaar die nog moet gedekt worden wanneer de terbeschikkingstelling in de loop van het schooljaar wordt uitgesproken.

Ze mag bij het begin van een later schooljaar worden vernieuwd en zo nodig gewijzigd wat de omvang van de prestaties betreft, volgens dezelfde voorwaarden als die welke hierboven worden vermeld.

§ 7. Elk ter beschikking gesteld personeelslid mag worden gereffecteerd en voorlopig terug in dienst geroepen worden door zijn inrichtende macht, wat de duur van deze terugroeping ook weze. Gedurende die periode is hij van rechtswege in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 8. Indien een betrekking tijdelijk vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar, bij een andere inrichtende macht bekleedt, mag bedoelde persoon deze betrekking blijven bekleeden.

Indien een betrekking definitief vacant wordt bij de inrichtende macht die de betrokken persoon ter beschikking heeft gesteld en indien laatstgenoemde reeds een betrekking van onbepaalde duur of ten minste tot het einde van het schooljaar, bij een andere inrichtende macht bekleedt, moet hij deze nieuwe betrekking aanvaarden.

Hij mag echter zijn ambt pas na afloop van het schooljaar waarnemen, behoudens instemming van beide inrichtende machten.

HOOFDSTUK VI. — *Reaffectatieorganen*

Art. 17. Bij het "Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation" worden een centrale reaffectatiecommissie en regionale reaffectatiecommissies voor het gewoon onderwijs in het leven geroepen.

De samenstelling en de werkingsregels van de centrale commissie worden door de Minister die bevoegd is voor het statuut der personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, vastgelegd.

§ 1. De centrale reaffectatiecommissie heeft als opdracht :

1° de ter beschikking gestelde personeelsleden te reaffecteren door aanstellingen van ambtswege, ofwel door bekrachtiging van de reaffectaties die werden uitgevoerd door :

— de inrichtende machten;

— de regionale reaffectatiecommissies in het gewoon onderwijs.

2° de ter beschikking gestelde personeelsleden voorlopig terug in dienst te roepen volgens dezelfde procedure als die welke hierboven werd vermeld, in afwachting van een nieuwe affectatie.

3° in tweede instantie, namens de minister, te oordelen over de door de inrichtende machten of de personeelsleden van het gewoon kleuter- en lager onderwijs ingediende beroepen tegen de beslissingen van de regionale reaffectatiecommissies.

4° namens de Minister te oordelen over de aanvragen om niet-verlenging van de in artikel 13, § 13, 4, 2e lid, 2e en 3e streepje, bedoelde reaffectaties en wedertewerkstellingen.

§ 2. De regionale reaffectatiecommissies hebben als opdracht de ter beschikking gestelde personeelsleden te reaffecteren of bij ontstentenis ervan, voorlopig terug in dienst te roepen door aanstelling van ambtswege of door bekrachtiging van de spontaan door de inrichtende machten van de scholen tot stand gebrachte reaffectaties.

Ze zullen in eerste instantie de tegen die beslissingen ingediende beroepen onderzoeken, inz. de in artikel 16, § 4, bedoelde.

In geen geval mogen ze opvoedkundige bedenkingen uitspreken.

Gedurende de vergaderingen moeten de leden van elke commissie de mogelijkheid hebben om de voor de besluitvorming nodige documenten ter plaatse te raadplegen.

Vóór de vergadering moeten zij over een lijst, door de Voorzitter bezorgd, beschikken waarin de in dit besluit bedoelde vacante betrekkingen zijn opgenomen die door tijdelijke personeelsleden bezet worden, met vermelding van hun anciënniteit en de duur van hun aanwerving of van de aanstelling.

De vergaderingen worden ten zetel van de regionale diensten van het Hoofdbestuur gehouden.

De leden hebben de verplichting tot geheimhouding wat de inhoud van de dossiers en de beraadslagingen van de commissie betreft.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 18. § 1. De inrichtende macht verliest het voordeel van de weddetoelage voor elk personeelslid dat ze zou werven of in dienst zou houden in strijd met de bepalingen van dit besluit.

§ 2. De weddetoelage van elke geworven of in dienst gehouden persoon in een betrekking in de vacatuur waarvan de regionale reaffectatiecommissie verzocht werd te voorzien, overeenkomstig artikel 4, § 4, 2° en 3°, wordt niet meer uitgekeerd uiterlijk tien dagen na aanvaarding van de aangeboden betrekking door de door bovenvermelde commissie aangewezen kandidaat.

§ 3. De in § 2 opgenomen bepaling is eveneens van toepassing voor de van ambtswege door de Centrale Reaffectatiecommissie gedane aanstellingen.

Art. 19. Voor de in artikel 1, 4°, bedoelde personeelscategorieën wordt het koninklijk besluit dd. 27 juli 1976 tot reglementering van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reaffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd onderwijs, opgeheven voor het gewoon en buitengewoon kleuter- en lager onderwijs.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1995.

Brussel, 28 augustus 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg,
Kinderzorg en Gezondheid,

Mevr. L. ONKELINX

F. 95 — 2649

[S - C - 29511]

28 AOUT 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial

Le Gouvernement de la Communauté française

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par les décrets du 22 décembre 1994 et du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;